

ECONOMIE NATIONALE

Signature d'un protocole d'entente entre le Conseil canadien pour l'Afrique et la Fec

Par Godefroid Ngamisata

Le Potentiel (Kinshasa)

27 Juin 2007

Publié sur le web le 27 Juin 2007

Le ministre d'Etat en charge de l'Agriculture, François-Joseph Mobutu Nzanga, a été le parrain de la signature du protocole d'entente entre le Conseil canadien pour l'Afrique (CCAfrique) et la Fédération des entreprises du Congo (Fec). C'était hier mardi 26 juin en la salle Virunga I de l'Hôtel Memling dans la commune de la Gombe. La partie canadienne était représentée par le président du CCAfrique, Lucien Bradet, tandis que la Fec était représenté par son secrétaire général, Stéphane Veringa. Les parties ont échangé des informations fiables dont les opérateurs économiques de deux pays ont besoin en attendant la signature d'un protocole d'accord.

La journée a connu trois temps forts. Il s'agit des interventions du ministre d'Etat en charge de l'Agriculture et du Plan, l'intervention des organismes et firmes canadiens ainsi que des interventions des organismes congolais comme le Bureau central de coordination (BCECO), le Bureau central des marchés et Infrastructures (BCMI), l'Unité de coordination des programmes (UCOP), Réforme secteur privé et public (COPIREP) et l'Agence pour la promotion des investissements (ANAPI).

Au cours de son intervention, le ministre d'Etat en charge de l'Agriculture, Nzanga Mobutu a retracé les grandes lignes de l'évolution de la République démocratique du Congo qui commence à se relever après des années de conflits. Il a rappelé le potentiel congolais dans trois secteurs pouvant intéresser les opérateurs économiques canadiens. Il s'agit du secteur minier, secteur hydroélectrique ainsi que le secteur agricole et ses prolongements.

A titre indicatif, avec près de 80 millions d'hectares de terres arables, la RDC est le deuxième pays au monde après le Brésil. Des efforts sont en cours pour l'amélioration d'un environnement économique propice aux affaires. La mise en place de différents Codes : minier, forestier et d'investissements sont autant de signes qui démontrent la volonté du gouvernement congolais qui tient à tourner la page.

Abondant dans le même sens, le ministre du Plan, Olivier Kamitatu, a fait savoir que la RDC est un géant qui se relève. « Là où il y a des dirigeants élus, il y a la volonté de redressement avec la libéralisation de change, la mise en place d'un code douanier...Le tout avec pour objectif d'atteindre le point d'achèvement en 2008 de l'Initiative Pays pauvres très endettés

(PPTÉ). Le gouvernement a tout mis en œuvre pour une bonne maîtrise de l'inflation et la consolidation de la croissance.

PARTENARIAT GAGNANT- GAGNANT

Au cours de leurs interventions, l'ambassadeur du Canada en RDC, Jean-Pierre Bolduc et la chargée d'Affaires de la RDC au Canada, Louise Nzanga Ramazani, ont plaidé pour un partenariat gagnant- gagnant avant de saluer cette nouvelle ère dans les relations entre les deux pays.

Le secrétaire général de la Fec, Stéphane Veringa a fait le point des opportunités d'affaires et d'investissements en RDC avant d'encourager le début d'investissement du Canada avec la firme Mag Energy. Il a enfin invité le gouvernement à maintenir un climat de confiance pour garder les investissements nationaux existants en attirant d'autres investisseurs extérieurs.

Le vice président de Mag Energy, Georges Kyriakos, a rappelé que sa firme est une filiale à part entière de MagIndustries, une société canadienne dont les actions communes sont cotées en bourse de Toronto et sont commercialisées en devise canadienne. « En RDC, nous sommes présent dans le secteur de l'énergie et nous travaillons en partenariat avec la Snel. Notre firme est le principal participant dans la fiabilisation (phase I) et la réhabilitation (phase 2) de la centrale hydroélectrique d'Inga II (1424 Mw) sur le fleuve Congo en RDC sans oublier le barrage Zongo. Ce, dans le cadre du Partenariat Public - privé », a-t- il indiqué.

Georges Kyriakos a relevé quelques actions de sa firme sur le plan social, notamment la réhabilitation de l'hôpital de référence d'Inga, l'approvisionnement de la cité d'Inga en eau après 15 ans de rupture, la réhabilitation d'une école (travaux en cours) tout comme l'implication dans la lutte contre les maringouins.

Pour rappel, au niveau du continent, Mag a lancé plusieurs projets hydroélectriques et prévoit de mettre en place un système de production fiable fournissant de l'électricité abondante et bon marché. Ceci contribuera aussi bien au développement des activités minières et industrielles qu' à l'amélioration des conditions de vie en Afrique centrale et australe.

Pour boucler la boucle, Marc Germain du Ureau de facilitation du commerce extérieur a brossé les grandes lignes des conditions d'exportations au Canada.